

M. L. P. S.

Mouvement pour la Liberté de la Protection Sociale
165, rue de Rennes 75006 PARIS

Communiqué du 25 mai 2017

Emmanuel Macron déclare la guerre aux Libérés

En acceptant la nomination au poste de directeur adjoint du cabinet de M. Edouard Philippe, Premier ministre, de M. Thomas Fatome, directeur de la sécurité sociale, le président de la République, M. Emmanuel Macron, a accompli un acte de guerre contre le MLPS et le Mouvement des Libérés.

M. Fatome a pendant les 5 dernières années refusé obstinément d'appliquer les lois de la République qui suppriment le monopole de la sécurité sociale. Il a permis que les caisses de sécurité sociale poursuivent les Français désireux de s'assurer librement pour la maladie et la retraite. Il a trompé effrontément le pays en publiant des communiqués mensongers à chaque fois qu'une avancée juridique venait confirmer la fin du monopole.

Un tel bilan devrait depuis longtemps l'avoir conduit devant les tribunaux. Mais la complicité qui règne entre les hauts fonctionnaires et les magistrats du parquet lui a permis d'échapper à la légitime sanction qu'il encourt en vertu de l'article 432-1 du code pénal qui dispose : « Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique, agissant dans l'exercice de ses fonctions, de prendre des mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. »

« L'administration française est compétente, neutre et loyale », vient d'affirmer le Premier ministre dans sa circulaire du 24 mai 2017. La nomination de M. Fatome est la preuve du contraire. Elle illustre parfaitement le double langage du nouveau pouvoir, qui s'inscrit dans la stricte continuité du précédent.